

Le devenir des commémorations et l'inquiétude des ACVG

« *L'évolution de la commémoration du 11 novembre* », telle que l'a voulue le président de la République cette année, a suscité bien des interrogations et des inquiétudes. Lors de son allocution à l'Arc de Triomphe, M. Sarkozy a déclaré que cette date serait désormais consacrée à « *tous ceux qui ont donné leur vie pour la France, que ce soit pour la défense de la patrie ou lors des Opérations extérieures auxquelles notre pays participe* » et que le gouvernement déposerait prochainement un projet de loi dans ce sens. Il a cependant ajouté : « *Qu'il soit bien clair qu'aucune commémoration ne sera supprimée et qu'il s'agit seulement de donner plus de solennité encore au 11 novembre alors que tous les témoins ont disparu* ».

« *Aucune commémoration ne sera*

supprimée »... La FNDIRP prend acte de cet engagement, ainsi qu'elle le souligne dans un communiqué du 14 novembre faisant état de sa préoccupation quant au devenir des différentes commémorations concernant les conflits passés. Elle y relève les propos tenus par Marc Laffineur, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, sur France Info le 11 novembre, confirmant que les dates de toutes les commémorations seraient maintenues, que le 8 mai resterait férié, mais que « *chacun peut fêter sa date, chaque association* ». Pour la Fédération, « *c'est là un propos qui va à l'encontre de la cohésion de la mémoire collective constitutive de la Nation. La FNDIRP est scandalisée. En ce qui nous concerne, nous ne saurions admettre que la " Journée nationale du*

souvenir des victimes et des héros de la Déportation" devienne une journée "associative". Nous rappelons qu'elle a été instituée par la loi n° 54-415 du 14 avril 1954. Il s'agit bien d'une journée nationale. Elle doit le demeurer ». Quant au 11 novembre, poursuit la FNDIRP, « *il nous paraît historiquement plus que contestable de mêler la Grande guerre à la Seconde Guerre mondiale et à la lutte contre le nazisme, aux guerres coloniales et aux Opérations extérieures. Cela n'a rien à voir* ».

Dans sa réponse au communiqué de la FNDIRP, M. Laffineur réaffirme que « *la commémoration du 11 novembre ne se fera pas au détriment des autres célébrations nationales. Il n'est nullement question d'une hiérarchisation des commémorations qui continueront à être*

célébrées comme par le passé, ni plus, ni moins. »

D'autres associations du monde combattant ont exprimé leurs inquiétudes. Ainsi l'UFAC, qui réaffirme qu'elle « *ne saurait admettre que soit instauré un "Memorial Day à la française" qui banaliserait les grandes dates de notre histoire contemporaine. Nous le devons à tous ces grands acteurs qui furent au cœur de tant d'épreuves* ». Ou encore la FNACA et l'ANACR, cette dernière s'inscrivant contre toute « *confusion mémorielle* » et estimant que la mémoire des combattants volontaires de la Résistance, « *de leur sacrifice mais aussi du sens du combat patriotique, démocratique, humaniste, antifasciste pour lequel ils ont donné leur vie* » doit être « *honorée de manière spécifique* ». ■